

DETERMINANTS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE AU MALI DANS UN CONTEXTE DE CONFLIT ET D'INSECURITE

DETERMINANTS OF FOOD SECURITY IN MALI IN A CONTEXT OF CONFLICT AND INSECURITY

BABAKAR SOUMARE¹, MAHAMADOU BASSIROU TANGARA²
OUSMANE Y. MAIGA³ ; FOUSSENY DIALLO⁴

¹Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, babgent@yahoo.fr

²Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Post-doctoral fellow, Pilot African postgraduate Academy (PAPA), Université Goethe Frankfurt Main Allemagne, Point Sud, Bamako, Mali, mb.t75@mesrs.ml

³Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, ousmaig@hotmail.com

⁴Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, foussenydiallo1989@gmail.com

Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser la situation de la sécurité alimentaire au Mali. Les résultats montrent que la vulnérabilité des populations aux chocs climatiques récurrents, exacerbée par les conflits a entraîné une baisse de la production agricole, une extrême pauvreté et l'augmentation des prix des denrées alimentaires conduisant à une situation d'insécurité alimentaire. La crise sécuritaire a eu aussi d'importants effets négatifs sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la faim. Plusieurs projets de lutte contre la faim n'ont pu être complètement exécutés à cause des conflits. Ainsi, la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'est dégradée dans les zones de conflits malgré l'implication des ONGs humanitaires et du gouvernement.

Mots clé : conflit, sécurité alimentaire, politique, développement, communauté

Abstract

This paper aims to analyze the food security situation in Mali in a post conflict context. The results show that the population's vulnerability to recurrent climatic shocks, exacerbated by conflicts, has led to a decline in agricultural production, extreme poverty and an increase in food prices, resulting in a situation of food insecurity. The security crisis has also had significant negative effects on food security and the fight against famines. Several projects against famines could not be fully implemented because of the conflicts. As a result, the food security and nutrition situation has deteriorated in conflict areas despite the involvement of humanitarian NGOs and the government.

Key words: conflict, food security, policy, development, community, Mali

1. Introduction

La sécurité alimentaire constitue une préoccupation majeure mondiale dans un contexte de conflit et d'insécurité multiforme que le monde connaît. Parallèlement à l'augmentation constante de la population mondiale, les technologies évoluent à un rythme accéléré et l'économie est de plus en plus interconnectée et mondialisée. Ainsi, cette configuration de l'économie mondiale augure d'une nouvelle économie plus productive et performante. Toutefois, dans cette nouvelle économie, de nombreux pays n'ont pas connu une croissance soutenue. L'économie mondiale, considérée dans son ensemble, ne croît pas autant que prévu. Les conflits et l'instabilité ont augmenté et deviennent plus difficiles à résoudre, suscitant des déplacements de populations plus importants (Mesa, 2020). Le changement climatique et l'accentuation de la variabilité du climat et des extrêmes climatiques agissent sur la productivité agricole, la production alimentaire et les ressources naturelles, avec des répercussions sur les systèmes alimentaires et les moyens d'existence des populations rurales. Ce qui conduit à un recul du nombre d'agriculteurs. Tout cela a comme conséquence des modifications en profondeur des modes de production, de distribution et de consommation des aliments partout dans le monde, et à de nouveaux défis dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la santé (FAO et *al.*, 2019).

La sécurité alimentaire (FAO, et *al.*, 2019) se traduit par l'accès, physique et économique, de tous les citoyens d'une communauté à la nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Cette définition de la sécurité alimentaire renvoie à 4 principales dimensions : la disponibilité physique des aliments, l'accès économique et physique, l'utilisation des aliments mais aussi à la stabilité des 3 premières dimensions dans le temps. La non satisfaction de l'une de ces conditions donne lieu à une situation d'insécurité alimentaire. Les catastrophes naturelles et l'extrême pauvreté contribuent aux problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali. L'insécurité, les groupes rebelles, les groupes djihadistes et les conflits civils depuis 2012 ont exacerbé ces problèmes et continuent d'impacter négativement les conditions de vie des ménages principalement dans les régions du Nord (Gao, Tombouctou), et du centre (Mopti) du pays. La dégradation des moyens d'existence (bétail, récoltes, sources de revenus, emploi, réduction des activités économiques, etc.) qui en résulte, rehausse la vulnérabilité des ménages, particulièrement les pauvres, à l'insécurité alimentaire. La malnutrition chronique continue de toucher plus de 24% des enfants de moins de cinq ans (INSTAT, 2018).

Dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao, les taux de malnutrition (retard de croissance et émaciation) sont beaucoup plus élevés que le taux national. Ce tableau peu réjouissant de la sécurité alimentaire soulève l'interrogation des déterminants clés de celle-ci au Mali. Les conflits et l'insécurité que le Mali connaît depuis 2012 ont-ils joué un rôle dans l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans le pays ? Ce sont à ces interrogations que cet article cherche à donner des éléments de réponse pour mieux orienter les décisions de politiques en matière de sécurité alimentaire au Mali. L'objectif de cet article est d'analyser la situation de la sécurité alimentaire au Mali afin de permettre une meilleure gestion des programmes de sécurité alimentaire. Plus précisément, nous (i) examinons la sécurité alimentaire dans les zones en conflits au Mali et (ii) analysons les déterminants de la sécurité alimentaire au Mali dans les zones en situation de conflits et post conflits. L'article est organisé sur 4 sections. La deuxième aborde la sécurité alimentaire dans les zones de conflits pendant que la troisième section aborde la problématique des déterminants de la sécurité alimentaire au Mali, de façon

générale. Avant de tirer une conclusion à la cinquième section, l'article met en relation l'insécurité alimentaire et la résilience des communautés.

2. Sécurité alimentaire dans les zones des conflits

La pauvreté, les inondations, les sécheresses et autres facteurs de stress liés au climat continuent d'être d'importants facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition au Mali. En 2018, les Nations Unies ont montré que 4,6 millions de Maliens étaient en insécurité alimentaire, dont 1,1 million en malnutrition. On estime à 120,000 le nombre de déplacés internes (IDPs) au Mali et à près de 138,000 réfugiés maliens au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger en raison du conflit.

2.1 Disponibilité alimentaire

La proximité des groupes armés a provoqué une diminution de l'accès à l'aide alimentaire des populations touchées par le conflit. Les ménages avaient été exposés à une série de chocs et de stress pendant cinq ans, notamment des précipitations irrégulières, des sécheresses, des crues éclair, des récoltes médiocres, des pertes de récoltes dues aux parasites et une migration vers le sud à la recherche d'un emploi dans le secteur minier. Par exemple dans la région de Mopti, les dépenses moyennes journalières par adulte ont augmenté jusqu'à 2 200 FCFA (Toukara et al., 2019). Dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao en période de récoltes, une partie de l'offre provient des marchés de la production agricole de la zone. Après la période des récoltes, l'offre locale disparaît progressivement et l'offre en provenance des circuits traditionnels du sud augmente de façon parallèle (OMA, 2017). Les résultats d'une enquête qualitative de Research Technical Assistance Center en Octobre 2019 auprès du service de l'Office des Produits Alimentaires du Mali à Mopti et Gao illustrent une production régionale agricole insuffisante. En période de soudure, les quantités transférées du sud vers ces régions diminuent sensiblement à cause de la baisse saisonnière de l'offre, notamment dans les bassins de production du sud. On peut noter que, certains produits ne sont pas disponibles à certaines périodes, essentiellement en période de soudure, entre juillet et septembre, comme le riz local, le mil, le sorgho et le niébé (OMA, 2017). En revanche, le riz importé est disponible toute l'année et dans toutes les régions ainsi que la semoule, excepté à Gao au mois de Juillet, (OMA, 2017).

2.2 Production alimentaire

Le système d'approvisionnement alimentaire des régions de Tombouctou, Gao, dominé par le bétail, est caractérisé par des précipitations irrégulières qui ne garantissent pas une bonne production agricole, mais fournissent suffisamment de fourrage pour les animaux. Cependant, dans la plupart des cas, les troupeaux ne sont pas bien soignés et leur rôle économique consiste généralement à fournir de la viande et du lait pour un usage domestique et à servir d'investissement. Les pâturages sont en train de devenir rares et contraignants en raison du manque de contrôle de la santé animale et de leur vulnérabilité face aux sécheresses ou inondations saisonnières constantes (Cheng, et al., 2017). En 2019, il a été constaté dans la région de Mopti que moins de 50% de superficies n'ont pas pu être emblavées par rapport à l'année 2018. Cette situation s'explique par l'existence de conflits intercommunautaires et de l'insécurité, qui ont entraîné des déplacements massifs des populations. L'évaluation des superficies cultivables n'a pas pu être menée dans les zones de Koro, de Bankass et de Mondoro dans la région de Mopti à cause de l'inaccessibilité suites à des conflits violents. Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est en effet passé de 120 067 personnes

(CMP, 2019) à 147 861 en juin 2019 soit une augmentation de 27 794 individus. Cette augmentation est due à des violences variées dans les régions de Mopti, Ségou, Tombouctou, Gao et la bande frontalière Mali-Burkina Faso.

Cela montre que la disponibilité alimentaire est nécessaire pour permettre l'accès aux denrées alimentaires mais elle n'est pas suffisante. Par exemple, un marché peut être bien achalandé mais une famille peut se trouver en insécurité alimentaire si les prix du marché sont trop élevés pour son pouvoir d'achat. De même, une région peut disposer de stocks alimentaires mais un village de cette région peut être marqué par une insécurité alimentaire en période de soudure du fait de son isolement ou par le conflit.

2.3 Stocks

Dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao, il existe plusieurs infrastructures de stockage comme le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Office des Produits agricoles du Mali (OPAM) et des organisations caritatives qui possèdent des magasins et des stocks pour la mise en œuvre de l'assistance alimentaire. Il existe également des magasins de stockage tenus par des commerçants de la zone. De plus les commerçants céréaliers de ces zones ont des surfaces financières limitées par rapport à leurs homologues du sud du pays (OMA, 2018). Les tableaux en dessous énoncent le stock initial et final d'intervention du gouvernement malien en céréale (mil ou sorgho) et également du stock de production enregistré pendant l'année 2015 dans les régions de Mopti, Gao Tombouctou et Ségou.

L'analyse du tableau 1 montre tout d'abord qu'il y'a une différence majeure en matière de stock d'intervention du gouvernement en fonction des régions. Dans les régions de Mopti, Gao et Ségou, on observe que le stock initial est inférieur au stock final. Ce qui signifie qu'il y a donc eu stockage des céréales dans ces zones. Au contraire, dans la région de Tombouctou on remarque que le stock initial est supérieur au stock final ; cela s'explique par le fait qu'il y'a eu déstockage des céréales.

Tableau 1 : Stocks en céréale d'intervention de l'état malien en 2015 dans les zones de conflits

Régions	Stock initial Mil/Sorgho	Stock final Mil/Sorgho
Mopti	15	389,9
Tombouctou	2913,3	931,4
Gao	1362,1	1462,9
Ségou	67	12344,2

Source : Secteur Développement Rural, CPS, 2016

Pour la région de Mopti en 2015, la production totale est de 1 219 659 tonnes en céréale (Tableau 2). Par contre la région de Gao n'a pas connu de bonnes productions céréalières durant la même période mais étant frappé par les conflits et l'insécurité alimentaire, c'est une zone qui a bénéficié de plusieurs aides du gouvernement, et des dons humanitaires de la part des ONGs. La région de Tombouctou a enregistré tout aussi un faible taux de production céréalière en 2015, avec une estimation de 397 155 tonnes.

Tableau 2 : Stocks de production céréalière totale par région en 2015

Régions	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Blé/Orge	Total
Mopti	618108	54646	537656	6569	2680	0	1 219 659
Tombouctou	82419	18923	265039	2379	0	28395	397 155
Gao	16562	139	138382	0	0	815	155 899

Source : Secteur Développement Rural, CPS, 2016

2.4 Accès Alimentaire

Les échanges commerciaux de produits agricoles entre le Mali et les autres pays du monde sont vitaux pour le pays. Ils lui permettent de vendre les produits agricoles locaux à l'extérieur et d'importer ceux d'ailleurs pour une meilleure sécurité alimentaire des populations maliennes. Les quantités de produits agricoles sont passées de 79 708 à 77 746 tonnes au cours du mois de février 2018, soit une baisse de -2%. Les produits agricoles sortis du Mali ont connu une baisse de -5%, de même les quantités ayant transité sont en hausse de +26% au cours de la même période. Il s'agit entre autres de céréales et dérivés (riz, blé, semoule de maïs, farine, fonio), des fruits et légumes, des légumineuses, des racines et des tubercules, des oléagineux, du bétail, des produits halieutiques (OMA, 2018).

La vulnérabilité des populations aux chocs climatiques récurrents, exacerbées par les conflits et l'extrême pauvreté réduisent l'accessibilité des ménages à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'insécurité alimentaire touche près de 34,3 % des ménages et elle est plus répandue dans la région de Gao avec un taux de 65,5% suivi par les régions Mopti 51,6% et de Tombouctou 44,1%. Dans ces localités il est constaté que les ménages ruraux sont beaucoup plus touchés par l'insécurité alimentaire que les ménages urbains, avec des niveaux de malnutrition préoccupants notamment au niveau des enfants de 0-5 ans et des femmes (CSA, 2017). Au Mali, 27 % des enfants de moins de 5 ans ont un retard de croissance ou sont atteints de malnutrition chronique (ils sont trop petits pour leur âge) et 10 % ont un retard de croissance sévère. Dans la région de Ségou 28,6% des enfants de moins de 5 ans ont un retard de croissance ou une malnutrition chronique, contre 30,4 % à Mopti, 29,5% à Tombouctou, et 33,4 % à Gao.

Les changements observés dans les habitudes alimentaires résultent des difficultés financières auxquelles sont souvent confrontés les ménages. Ce qui les conduit à une réduction de leurs consommations ou à préférer d'autres denrées alimentaires plus accessibles financièrement. Par exemple, l'augmentation des prix des denrées alimentaires a un impact particulièrement négatif sur l'accès à l'alimentation des éleveurs. En raison de pâturages insuffisants, les

conditions de l'élevage sont médiocres, les prix du bétail et les termes de l'échange sont déprimés et le pouvoir d'achat des éleveurs réduit (FAO, 2016). La résilience à l'insécurité alimentaire dépend des stratégies qui, sont entre autres les aides de parents et amis, l'utilisation des épargnes, les ventes de batails, de capital et d'autres biens (EMOP, 2108). Les investissements dans l'irrigation incitent également les ménages à épargner et à partager davantage au sein des villages, ce qui constitue un modèle d'assurance sociale informelle pour accroître la capacité de résilience des ménages (Dillon, 2011). En février 2018, près d'un ménage sur cinq a déclaré que l'insécurité et les déplacements liés aux conflits constituaient les principaux chocs sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance au cours des six mois précédents.

3. Déterminants de la sécurité alimentaire au Mali

Comme indiqué précédemment, la vulnérabilité des populations aux chocs climatiques récurrents, exacerbée par les conflits et l'extrême pauvreté réduisent l'accessibilité des ménages à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cependant, une diversité de facteurs dans les domaines social, économique et environnemental affecte la sécurité alimentaire au Mali.

3.1 Facteurs socio-économiques

La démographie et le chômage de la jeunesse influent sur la sécuritaire. Au Mali, 40 % de la population sont âgées de 15 à 40 ans et le taux de chômage des jeunes est extrêmement élevé dans les zones rurales et constitue une menace évidente pour la cohésion sociale et la sécurité alimentaire dans les communautés (FAO, 2017). Cependant, cette population en croissance se voit confrontée à d'énormes obstacles. Beaucoup n'ont pas accès à l'éducation, et même ceux qui peuvent y accéder quittent le système sans avoir obtenu les compétences et les connaissances nécessaires pour trouver un emploi (FAO, 2017). Les difficultés rencontrées par les jeunes sont les problèmes d'insertion économiques et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Une telle situation peut pousser les jeunes à rejoindre les rangs des groupes armés (Mercy Corps, 2017).

Les mouvements de populations sont aussi des phénomènes courants. Ils constituent des sources de revenus ou des stratégies d'adaptation des communautés. Ces mouvements peuvent être habituels ou inhabituels selon les périodes, les zones et les types de population. Ce sont majoritairement les jeunes garçons, 93,8%, des communautés qui partent en migration saisonnière tandis ce taux est de 56,2% pour les jeunes filles. La migration saisonnière est de 80% dans la région de Gao. Les migrations inhabituelles touchent une bonne partie des communautés de Tombouctou (66,7%). Le caractère inhabituel des mouvements dans ces localités tient au nombre de départ plus important que d'habitude (Ensan, 2018). L'exode rural est un moyen pour beaucoup de jeunes de trouver des occupations et d'investir dans des activités génératrices de revenu.

3.2 Moyens d'existence

Les moyens d'existence diffèrent selon les régions. Notamment la région de Tombouctou est une zone avec une densité de population extrêmement faible. Elle se caractérise principalement par l'élevage nomade et le commerce vers l'Algérie faisant intervenir aussi bien des caravanes de chameaux et le transport motorisé. Mais avec l'insécurité, les difficultés liées au transport et parfois aux inondations, l'accès au marché est très limité

(OMA, 2017). Quant à la région de Gao, c'est une large zone pastorale. L'élevage constitue le pilier de l'économie de cette zone avec la vente des animaux sur pieds et des produits dérivés de l'élevage. L'agriculture est de plus en plus abandonnée à cause du climat et de la nature des sols. Par contre la vente de la force de travail auprès des ménages les plus nantis est la principale activité pour les ménages pauvres (OMA, 2017).

Dans la région de Mopti les principales activités économiques sont l'agriculture, l'élevage et les activités rémunératrices. Le bétail est aussi une importante source de revenu monétaire et la principale forme d'épargne et d'investissement. Le tourisme aussi y était pratiqué, mais pour des raisons sécuritaires cette activité n'existe pratiquement plus dans la zone. Il existe également une population minoritaire de pêcheurs, composée de l'ethnie bozo. Les moyens d'existence de ces populations bozos dans cette zone s'appuient sur deux transactions commerciales principales : la vente de poisson et l'achat de céréales. La principale saison de pêche s'étend d'octobre à février et est aussi la période de pic du commerce. En mars, tous les bras valides quittent les campements et descendent au fleuve pour pêcher. Ils reviennent en avril, le plus souvent avec du poisson, mais parfois aussi avec de l'argent. L'accès aux marchés est généralement facile pendant la saison sèche, mais devient beaucoup plus difficile pendant la saison des pluies. Les ménages sont largement tributaires des marchés pour acheter des céréales afin de satisfaire leurs besoins alimentaires annuels et pour vendre leur bétail. Les femmes pratiquent le maraîchage (oignon, ail et tabac) pendant la contre-saison (OMA, 2017)

Les moyens de subsistance des jeunes sont la fourchette des activités génératrices de revenus auxquelles les jeunes se livrent. A travers l'exploitation des terres familiales pour la nourriture et l'hébergement, la vente de quelques récoltes ou cartes téléphoniques et les réparations de moto (Care Harande, 2016).

Les services sociaux dans l'ensemble des quatre régions connaissent des difficultés de plusieurs ordres. Dans certains endroits comme Mopti, ils existent et fonctionnent mais toujours à une dimension très réduite. Dans la région de Tombouctou l'insécurité et les conflits ont rendu les services sociaux de base inaccessibles pour la majeure partie de la population. A Gao c'est le même constat, beaucoup d'écoles sont fermées, celles qui ne sont pas fermées manquent d'enseignants. Les centres de santé sont en insuffisance de matériels et de médicaments. En raison de la recrudescence de la violence et la présence des individus armés non identifiés, l'accès aux services de santé est très limité. Les populations, dans plusieurs endroits, ne peuvent plus quitter leurs communautés pour aller vers les structures de santé. Quitter un village pour aller à un centre de santé communautaire situé à moins de dix (10) kilomètres, premier échelon de la pyramide sanitaire au Mali, est quasi impossible. A Niono, il semble que l'accès aux soins de santé est appréciable. Les douze communes de Niono disposent de 25 centres de santé communautaire. Les besoins en eau ne sont pas couverts dans les zones enquêtées, certes des efforts sont fournis par l'Etat et ses partenaires, mais les résultats demeurent insuffisants.

Les déplacements des populations suite à des conflits armés ont engendré de fortes pressions sur les infrastructures EHA déjà insuffisantes dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao. L'assainissement et l'hygiène médiocres, ainsi que le manque d'accès à une eau de boisson saine, aggravent la charge de morbidité et compliquent le profil nutritionnel du Mali. Le Mali a fait un grand progrès parmi tous les pays sahéliens en ce qui concerne l'élimination de la défécation à l'air libre via des approches d'assainissement répondant à la demande et a été largement salué comme un succès. En dépit de cela, le pays a réalisé des progrès moindres

dans l'amélioration des comportements clés en matière d'hygiène et a globalement un faible accès au lavage des mains (moins de 2% d'accès aux services de base de lavage des mains). En outre, les maladies diarrhéiques sont très répandues dans les zones inondables (par exemple, le choléra endémique dans la zone inondée de Mopti). Ces caractéristiques clés WASH entravent probablement d'importants progrès sur les principaux résultats en matière de nutrition, de santé et d'économie. En 2015, l'UNICEF a signalé que 33% de la population malienne avait accès à des installations d'assainissement améliorées ou partagées et, selon le MICS de 2015, environ 64% seulement de la population rurale aurait accès à des sources d'eau potable améliorées (GFSS, 2018).

Dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao, l'octroi des crédits ne cible pas typiquement les activités agricoles. Ils sont généralement accordés aux commerçants avec un taux d'accès de 67%. Cette accessibilité est disparate selon les régions. Ceux de Gao ont davantage accès aux crédits que ceux des autres régions. Et cette accessibilité est moindre chez les femmes que les hommes. Dans la région de Mopti, seulement 40% d'entre elles y ont accès. Dans ces régions, la majorité de la population ne fréquente pas les banques ni les institutions de microfinance qui restent réservées à la tranche de la population la plus aisée. Cependant, les services financiers sont nombreux et accessibles dans la région de Mopti comparativement à Tombouctou et Gao. Les distances moyennes entre les marchés et les banques sont de 11 Km à Mopti, 57 Km à Tombouctou et de 80 Km à Gao. Ces distances pour les institutions de micro finance sont en moyenne de 11 Km à Mopti, 27 Km à Tombouctou et de 75 Km à Gao. Pour les téléphones cellulaires, les distances entre le marché et les services offerts par ces derniers sont de zéro (0) Km à Mopti, moins de 1 Km à Gao et de 5 Km à Tombouctou. Ce dernier demeure un vecteur important d'inclusion financière (WFP, 2017). L'absence des institutions financières dans les zones de conflit exposait également les commerçants de bétail qui n'avaient plus d'autres moyens pour sécuriser leurs argents, tout comme les acheteurs qui se trouvaient aussi dans l'impossibilité d'accéder à leurs argents. A ces problèmes peut être ajouté l'implication des rebelles dans la réglementation des taxes sur les marchandises qui perturbait aussi le fonctionnement du marché.

La détérioration de la sécurité a créé une situation humanitaire instable qui a réduit la libre circulation des personnes et des biens, avec comme conséquences la perturbation des moyens de subsistance, l'accès aux services de base et déplacement des personnes. Le conflit a entraîné aussi le retrait des organisations non gouvernementales internationales (ONG) des zones touchées vers des zones plus sûres, comme Bamako et, dans certains cas, leur retrait total des interventions au Mali (Kimenyi et al., 2014).

Depuis leurs déclenchements en 2012, les conflits ont eu des impacts considérables sur les rendements agricoles. Les zones de conflit étaient difficiles d'accès pour la fourniture d'intrants qui étaient finalement stockés à Mopti, situé à environ 500 Km des zones de conflit. Ce qui ne facilitait pas à la plupart des agriculteurs l'acheminement des intrants à leur destination finale. Dans le cadre des politiques de sécurisation, le gouvernement avait limité l'approvisionnement en urée dans les zones de conflit, car soupçonnait son usage par les rebelles dans la confection des explosifs (Kimenyi et al., 2014). Le prix du bétail avait initialement diminué du fait que les marchés étaient submergés de bétails volés. En plus de cela, les éleveurs se voyaient obligés de vendre à vil leurs animaux pour crainte de pillage et de maladie. Par la suite une hausse du prix du bétail a regagné le marché du fait d'un arrêt de l'approvisionnement des marchés pour crainte d'insécurité (Kimenyi et al., 2014).

Comparativement aux autres acteurs agricoles, les éleveurs étaient les plus exposés aux risques du conflit du fait que les espaces de pâturage étaient occupés par les rebelles. Le surpâturage surchargement des pâturages a également entraîné une augmentation de la mortalité des animaux et une réduction du nombre de bétails livrés sur le marché. L'accroissement de la demande de produits animaux (viande et lait) a conduit l'implication de certains jeunes chômeurs et de bouchers peu qualifiés à pratiquer la boucherie, entraînant la livraison sur le marché des viandes de mauvaise qualité (Kimenyi et al., 2014).

La réponse à la crise alimentaire des partenaires, notamment l'USAID, le PAM, l'UNICEF, Christian Aid et Action Contre la Faim est focalisée par les distributions alimentaires gratuites à travers le Stock National de Sécurité et les banques de céréales (USAID, 2018). Le Gouvernement du Mali et ses partenaires appuient les populations vulnérables à travers la distribution gratuite des vivres et des non vivres. « *Les efforts du gouvernement en termes d'assistance et de protection sociale, portent généralement sur la distribution de produits alimentaires, notamment l'huile, le riz, le sucre et le lait aux populations en besoin* ».

Des espaces d'apprentissages et récréatifs ont été créés pour offrir des services intégrés d'appui psychosocial et de soutien scolaire aux enfants déplacés. « Le Régime d'Assistance Médicale (RAMED) est le seul mécanisme de protection sociale dont dispose l'Etat, dans la localité de Douentza pour l'assistance aux plus vulnérables. Pour l'accès à l'eau, le gouvernement s'est engagé à étendre les réseaux de distribution d'eau potable de la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP), afin de rendre l'eau saine accessible à tous » (Dev_Social,_Douentza).

Au niveau des villages, la distribution alimentaire généralisée était la forme d'assistance alimentaire la plus courante rencontrée par la population. Par conséquent, certains villages ont eu recours à une alimentation d'appoint ou à une alimentation scolaire ciblée sans aucun programme généralisé de distribution d'aliments. Augmenter la couverture des interventions spécifiques à la nutrition pendant le conflit, y compris la fourniture d'aliments complémentaires spécialisés, apparaît comme une lacune critique. Cet écart de couverture peut également être dû à la nécessité de faire fonctionner des éléments du système de santé au niveau communautaire pour assurer une prestation de services adéquate (Toukara et al., 2019).

Dans les régions du Nord du Mali, notamment Mopti, les ménages sont exposés à une série de chocs et de stress qui sont entre autres les précipitations irrégulières, les sécheresses, les crues éclair, les récoltes médiocres, les pertes de récoltes dues aux parasites et une migration vers le sud à la recherche d'un emploi dans le secteur minier (Toukara et al., 2019). L'accessibilité des cercles des régions de Mopti, Tombouctou et Gao en besoin humanitaire est difficile à cause des problèmes de sécurité du personnel humanitaire (OCHA, 2018).

3.3 Facteurs environnementaux

Le climat du Mali présente une variabilité interannuelle, en particulier en ce qui concerne les précipitations. Les températures peuvent atteindre des maximums allant jusqu'à 45°C, avec seulement peu de variations saisonnières. Au Mali, le changement climatique menace les secteurs clés de l'économie : l'agriculture, l'élevage, la pêche, la foresterie. Sans une intervention organisée et le niveau anticipé de gouvernance de ces secteurs afin de relever ces défis, le changement climatique pourrait être très menaçant sur le développement du Mali. La production des cultures dans les régions de Mopti et Tombouctou sont particulièrement

vulnérables au changement climatique après l'irrégularité des précipitations qui affectent la productivité et l'absence d'eau pour l'irrigation complémentaire. Les changements climatiques ont entraîné une plus forte incidence des ravageurs et des insectes nuisibles, ce qui signifie une perte de qualité et de quantité de production. Les modèles prédisent entre 20 à 34% de diminution de rendement du mil et du sorgho en 2020 et de 30 à 40% en 2050. Il est estimé que les risques de faim chronique, en tenant compte du changement climatique futur, pourraient plus que doublés (PNUD, 2015).

Compte tenu des prévisions des effets du changement climatique sur le changement de tendance des maladies des cultures et des bétails, il sera nécessaire d'améliorer la capacité locale des agriculteurs et des éleveurs dans la gestion des épidémies et aussi d'améliorer la capacité des acteurs gouvernementaux et du secteur privé (Del Rio et Simpson, 2014).

4. Insécurité Alimentaire et Moyens d'Adaptation des Communautés

Entre l'année 2017 et 2018, les catastrophes naturelles et l'insécurité due aux conflits dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao ont entraîné des difficultés d'accès aux denrées alimentaires et une faible disponibilité des produits sur le marché qui ont les points d'approvisionnement. Cette situation a conduit des ménages à adopter des changements dans leurs habitudes alimentaires. Les aides humanitaires et les envois en vivres et argent ont permis aux populations de survivre. Les stratégies utilisées pour faire face à cette situation de crise, ont consisté à des aides de parents et amis, à l'utilisation des épargnes, les ventes de bétail, de capital et d'autres biens (Dillon, 2011). Le tableau ci-dessous décrit les changements observés par région.

Dans le Cadre Stratégique pour la Relance économique et le Développement Durable (CREDD) le Gouvernement du Mali s'est engagé à assurer la protection sociale. Aussi, par référence à l'initiative Alliance Globale pour la résilience (AGIR), à travers la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la politique nationale de la protection sociale, le Gouvernement du Mali et ses partenaires doivent intervenir dans la résilience des communautés vulnérables en cas de catastrophe.

Les changements observés dans les habitudes alimentaires résultent des difficultés financières auxquelles sont souvent confrontés les ménages (Tableau 3). Ce qui les conduit à une réduction de leurs consommations ou à préférer d'autres denrées alimentaires plus accessibles financièrement. Par exemple, en raison de pâturages insuffisants, des conditions de l'élevage médiocres, la détérioration des termes de l'échange avec comme conséquence la réduction du pouvoir d'achat des éleveurs impacte négativement l'accès des éleveurs à l'alimentation (Toukara et al., 2019).

Tableau 2 : Pourcentages des changements des habitudes alimentaires des ménages

Zones	2017 (%)	2018 (%)
Tombouctou	25,5%	29 %
Gao	42,7%	15,5%
Mopti	25,5%	11%
Ansongo	38,4%	24%

Source : Secteur Développement Rural, CPS, 2016

L'amélioration des perspectives de paix, de sécurité et de réconciliation à long terme passe par le renforcement de la confiance entre les communautés touchées par le conflit et leur gouvernement, en renforçant la capacité des communautés d'atténuer et de gérer les conflits, de hiérarchiser et de mettre en œuvre les besoins de développement les plus pressants de leur communauté. D'autre part il s'agira de responsabiliser les jeunes marginalisés en tant qu'agents de changement.

L'accessibilité des cercles des régions de Mopti, Tombouctou et Gao en besoin humanitaire est difficile à cause des problèmes de sécurité du personnel humanitaire (OCHA Mali, 2018). L'insécurité alimentaire est préoccupante dans la région de Mopti car il y a une détérioration de la situation sécuritaire. Le nombre de ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limitée est supérieur à 30 pour cent par rapport à l'échelle nationale. Mopti, l'une des régions les plus affectées par les conflits intercommunautaires et l'insécurité. Dans cette région, le nombre de populations déplacées interne est passé de 2151 personnes en décembre 2017 à 12128 en décembre 2018 soit une augmentation de 9977 personnes. Environ 45,9 % des ménages ne disposent pas d'une consommation alimentaire suffisante (OCHA Mali, 2018).

Dans les cercles de Bandiagara, Douentza, Tenenkou, et Youwarou dans la région de Mopti, la sécheresse a été le choc le plus courant ressenti par les ménages au cours de l'année 2016, suivie des maladies animales, des inondations, de la hausse des prix des denrées alimentaires et des parasites (TANGO International, 2018).

Au Mali, USAID/FFP a des programmes de développement en cours qui accompagnent le Développement des Activités de Sécurité Alimentaire de Care Harande (DFSFA) à Mopti ainsi que des programmes humanitaires en cours par le biais d'ONG et d'Organisations Internationales Publiques (PIOs) dans une grande partie du pays. A Mopti, le consortium de six ONG (CARE en tant que responsable, Helen Keller International (HKI), Save the Children (SC), et trois ONG maliennes) est responsable de la mise en œuvre des activités de HARANDE sur le terrain : YA-G-TU (en anglais « Organisation pour la promotion de la femme »), Sahel-Eco et GRAT (en anglais « Recherche et applications techniques Groupe). Le projet a une durée de cinq ans et son objectif principal est de fournir une nourriture durable, nutrition et sécurité du revenu pour 270 000 membres vulnérables des ménages répartis dans 16 communes dans quatre districts (cercles).

La région de Mopti comprend les districts de Youwarou, Tenenkou, Bandiagara et Douentza. HARANDE a cinq objectifs principaux qui se recoupent, visant à renforcer le capital humain, notamment : la nutrition, WASH, la planification familiale, l'alphabétisation et les compétences de la vie et pour favoriser la diversification des moyens de subsistance. Le projet vise à augmenter la résilience au changement climatique et aux chocs et la capacité à prévenir et atténuer les conflits. En 2018, les Nations Unies ont montré que 4,6 millions de Maliens étaient en insécurité alimentaire, dont 1,1 million en malnutrition. On estime à 120 000 le nombre de déplacés internes (IDPs) au Mali et à près de 138 000 réfugiés maliens au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger en raison du conflit. Reflétant ces défis humanitaires et de développement, le Mali a été sélectionné comme pays cible de la Stratégie Mondiale de Sécurité Alimentaire (GFSS, 2018) et du programme de résilience. Le Mali dispose d'un portefeuille complet de missions de l'USAID comprenant une gamme de programmes en matière de santé, de gouvernance, de croissance économique et d'éducation, contribuant à sa stratégie de coopération pour le développement (USAID, 2020).

Le portefeuille mondial d'activités pluriannuelles de sécurité alimentaire de l'USAID/FFP vise à réduire le nombre de cas d'assistances humanitaires par le biais de programmes dans les ménages et les communautés exposées à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté et à la malnutrition.

5. Conclusion

L'économie malienne repose sur l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie. Cette étude nous a permis de comprendre que la vulnérabilité des populations aux chocs climatiques récurrents, exacerbée par les conflits, a entraîné une baisse de la production agricole, un extrême pauvreté et l'augmentation des prix des denrées alimentaires conduisant à une situation d'insécurité alimentaire. De plus, au Mali, les terres sont sous la gestion de la communauté, donc elles ne sont toujours pas accessibles aux petits producteurs et aux femmes qui ont pourtant une incidence sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'analyse révèle que l'agriculture malienne est extrêmement sensible aux aléas climatiques particulièrement les inondations, aggravant la pauvreté et la précarité pour la majorité de la population du pays. La crise sécuritaire a eu aussi d'importants effets négatifs sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la faim. La situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'est dégradée dans les zones de conflits malgré l'implication des ONGs humanitaires et du gouvernement.

Références

Care Harande, 2016. *Formative research for social et behavior change in nutrition, WASH and reproductive health.*

Cheng, R., Mantovani, A. and Frazzoli, C., 2017. *Analysis of food safety and security challenges in emerging african food producing areas through a one health lens: The dairy chains in Mali. Journal of Food Protection.*

Commissariat à la Sécurité Alimentaire, 2017. Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PolNSAN). p.76.

Del Rio, A. and Simpson, B.M., 2014. *Climate change in Mali: Expected impacts on pests and diseases afflicting selected crops. USAID, .*

Dillon, A., 2011. The Effect of Irrigation on Poverty Reduction, Asset Accumulation, and Informal Insurance: Evidence from Northern Mali. *World Development.*

FAO, 2016. Monitoring food security in countries with conflict situations. *IPC global support.*

FAO, 2017. *Youth employment in Mali.*

FAO, FIDA, OMS and UNICEF, 2019. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020.*

Global Food Security Strategy, 2018. *Global Food Security Strategy (GFSS) Mali Country Plan.*

INSTAT, 2018. *2018 Mali Demographic and Health Survey*. [online] Available at: <<https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR358/FR358.pdf>>.

Kimenyi, M., Adibe, J., Jirgi, A.J., Kergna, A., Deressa, T.T., Pugliese, J.E. and Westbury, A., 2014. the Impact of Conflict and Political Instability on Agricultural Investments. (July).

Mercy Corps, 2017. *Les jeunes, les Communautés, et la Violence au Mali*.

Mesa, B., 2020. Évolution de la violence au une approche économique.

OMA, 2017. *Evaluation des marchés régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal*.

OMA, 2018. *Bulletin d'analyse prospective du marché agricole*.

TANGO International, 2018. Mali Resilience Research Report. [online] Available at: <<https://www.fsnnetwork.org/resource-library/download-all/3306>>.

Toukara, M., Diarra, S., Maiga, O., Sangare, H., Diawara, S.I. and Ma, U.S.A.I.D., 2019. Sécurité Alimentaire au Mali : Étude Documentaire.

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 2018. PLAN DE RÉPONSE Photo: OCHA/Eve Sabbagh. [online] Available at: <<https://goo.gl/9Dz5bZ>>.

USAID, 2020. Country Development Cooperation Strategy Country Development Cooperation;Nigeria. *USAID Report on Nigeria*, pp.1–81.

World Food Programme, 2017. Evaluation des marchés alimentaires regions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. pp.1–112.